

EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE, CROISSANCE ECONOMIQUE ET BIEN-ETRE SOCIAL

Anatoly VICHNIEVSKI

*Commission de l'Académie des Sciences de l'URSS pour l'étude des forces productives et des ressources naturelles, Moscou **

Reçu en octobre 1987, version finale reçue en mars 1988

Résumé. Le facteur démographique joue un des rôles les plus importants dans le processus économique contribuant à la détermination du rythme de la croissance économique et du niveau du bien-être. Réciproquement, ce qui se passe dans l'économie a des conséquences sur les processus démographiques. Cet article étudie les divers aspects des rapports entre les changements démographiques et la croissance économique ainsi que l'influence des changements démographiques sur le bien-être des générations et sur celui des familles. L'auteur souligne la sous-estimation par les démographes et les économistes du grand apport positif au développement économique et au bien-être social des changements démographiques importants qui constituent la révolution démographique.

Abstract. Demographic change, economic growth and social welfare

The demographic factor plays a major role in the economic processes contributing to the rate of economic growth and the level of welfare. Economic conditions exert a reciprocal influence on demographic processes. This article studies both the various aspects of the relationships between demographic change and economic growth and also the influence of demographic changes on the welfare of generations and of families. The author underlines the underestimation by both demographers and economists of the large positive contribution of the demographic revolution to economic development and social welfare.

1. Introduction

Une croissance tant soit peu positive, nulle ou négative de la population influence-t-elle la croissance économique et le bien-être

* *Adresse de l'auteur* : Commission de l'Académie des Sciences de l'URSS pour l'étude des forces productives et des ressources naturelles, Maronovski pereoulok, 26, 117049, Moscou, URSS.

social ? Cette question fait partie d'une question plus générale touchant les rapports entre la croissance de la population, la croissance économique et le bien-être, qui inclut également le problème de la croissance *rapide* de la population. Par ailleurs, en étudiant la question de l'évolution démographique et de ses conséquences économiques (et, dans une certaine mesure, de ses facteurs également), on ne saurait se limiter à l'étude du rythme de croissance de la population. Des changements se produisent également dans les processus et les structures démographiques – fécondité, mortalité, répartition par âge, etc. Ils peuvent influencer directement sur les phénomènes économiques et subir, à leur tour, l'influence de ceux-ci.

On peut envisager l'ensemble des questions relatives à l'interaction des processus démographiques et économiques sur deux plans différents, théorique et pratique. Lors d'une analyse théorique, ce qui nous intéresse, ce sont les lois générales d'une telle interaction. Nous utilisons, par conséquent, des modèles généralisés, une population stable irréprochable, toutes sortes d'hypothèses logiques, etc. La théorie permet de s'élever au-dessus de la diversité des faits fortuits et de dégager les liens de principe les plus importants, de comprendre l'essentiel dans l'interaction des domaines démographique et économique. L'étude appliquée poursuit d'autres buts. Elle a affaire à des caractéristiques de fécondité et de mortalité qui se modifient parfois fortement, à des pyramides des âges déformées, à des populations hétérogènes, en d'autres termes, à la prose de la vie qui ternit la pureté céleste des constructions théoriques. Mais c'est justement cette prose de la vie qui intéresse, en premier lieu, les spécialistes qui s'occupent de prévisions réelles, de planification, de l'élaboration et de la mise en oeuvre de politiques économiques, démographiques et sociales.

2. Evolution démographique et croissance économique

Sur le plan théorique, la question de l'interaction entre l'évolution démographique et la croissance économique intéresse les économistes et les démographes de deux points de vue. Tout d'abord, ils cherchent à comprendre la place qui revient au facteur démographique dans l'explication des phénomènes et processus économiques eux-mêmes : rythme plus ou moins rapide de la croissance économique, caractère cyclique du développement économique, chômage dans les sociétés capitalistes ou manque de ressources en main-d'oeuvre auquel se sont heurtés

certains pays socialistes, etc.¹ D'autre part, ils voudraient trouver des fondements économiques objectifs à la désignation du but dans le domaine démographique, établir quels sont les paramètres démographiques que l'on peut estimer optimaux du point de vue économique.

Il me semble que ces deux questions sont fondées sur l'exagération du rôle 'instrumental' du facteur démographique à l'égard de l'économie et sur la sous-estimation de sa signification autonome dans la vie de la société. De plus, je pense que, bien que le problème de l'interaction des processus économiques et démographiques soit important, l'orientation des recherches découlant traditionnellement de ces deux questions peut conduire à une impasse.

Il existe une tradition ancienne, apparue dès avant Malthus et qui s'est fortement renforcée grâce à ses travaux, qui considère que la croissance de la population a une influence négative sur le développement de l'économie et l'augmentation du bien-être. On sait que le marxisme a toujours eu une attitude de rejet à l'égard de l'interprétation malthusienne des rapports entre croissance de la population et bien-être, reprochant aux Malthusiens de négliger les processus réels (en particulier le progrès technique) et de vouloir rendre la croissance démographique responsable du chômage et d'autres vices découlant de la nature même du capitalisme. La polémique avec le malthusianisme a conduit à des attitudes extrêmes : à nier, par exemple, l'influence négative de l'explosion démographique sur la solution des problèmes économiques et sociaux des pays en voie de développement. 'La sous-estimation erronée du rôle social actif joué par les facteurs démographiques et les problèmes qu'ils créaient est née en son temps et s'est longtemps maintenue parmi les théoriciens marxistes' [Gouzevaty (1980, p. 23)]. A présent, les démographes marxistes se sont libérés de leur façon simpliste de comprendre les interactions des processus économique et démographique. Mais dans l'ensemble, la tradition marxiste continue, comme par le passé, à ne pas surestimer le rôle du facteur démographique, surtout ses incidences négatives sur le développement économique et l'augmentation du bien-être, qu'il soit question de croissance rapide ou de croissance lente de la population.

La situation était différente dans la pensée économique non marxiste. Au début du XX^e siècle encore, prédominaient des idées malthusiennes sur la croissance de la population. L'exemple le plus typique est K. Wicksell, dont les conceptions économiques 'recelaient des idées néomalthusiennes selon lesquelles la croissance de la population peut

fortement dépasser celle des ressources' [Seligman (1963, p. 558)]. K. Wicksell a employé pour la première fois, comme on sait, la notion de 'l'optimum de population', dont il liait précisément la réalisation à la réduction de la croissance démographique. Il écrivait, en particulier à propos de la Suède de l'époque, que 'l'optimum de population ... était largement dépassé et qu'une énergique restriction des naissances pendant plusieurs dizaines d'années était le seul moyen d'obtenir et de maintenir une élévation du bien-être' [cité par Buquet (1956, p. 39)].

Le temps passait, la croissance démographique se ralentissait, et la logique de l'explication des phénomènes économiques négatifs par la croissance de la population perdait tout sens. Dès les années 1930, de nouveaux phénomènes contraignent les économistes à revoir les problèmes sous un jour nouveau. Dans ce sens, la célèbre déclaration de Hansen, en 1938, est symptomatique : 'Eduqués dans les traditions de la théorie malthusienne, les économistes qui pensent en termes d'économie statique expliquent généralement de façon optimiste l'arrêt de la croissance démographique ... Mais ce serait faire preuve d'un optimisme peu fondé que de nier l'apparition de disproportions structurelles graves découlant du passage brusque de la croissance démographique rapide à son arrêt, disproportions que l'on aurait pu éviter ou facilement atténuer si l'on avait mené une politique économique adaptée à la situation' [Hansen (1956, p. 257)]. Pour reprendre les paroles de Seligman, Hansen 'a renversé, dans un certain sens, le problème classique : alors que Ricardo et Malthus étaient inquiets de l'éventualité d'une croissance démographique excessive par rapport aux ressources disponibles, il estimait, pour sa part, qu'une croissance plus rapide de la population serait indispensable pour assurer une économie hautement développée [Seligman (1963, p. 672)].

Il est, certes, commode d'expliquer un même phénomène, par exemple le chômage, par la rapidité de la croissance de la population quand celle-ci est rapide et par sa lenteur quand elle est lente. Mais, reconnaissant l'existence de ces deux situations, il est difficile de se défaire de l'idée que, dans chaque cas, on attribue au facteur démographique une influence qu'en réalité il n'exerce pas. Ce qui suscite aussi le doute, c'est le fait que les économistes et les démographes ont plus d'une fois tenté de concrétiser leurs idées sur les incidences négatives de la stagnation démographique et de leur donner du poids par des études de cas empiriques et qu'ils n'ont jamais pu le faire de façon suffisamment convaincante.

En 1958, Kuznets soulevait encore la question des avantages économiques d'une croissance démographique rapide. 'J'ai eu l'impression', déclare-t-il au début d'un rapport, 'que les récents ouvrages spécialisés (et de vulgarisation) soulignent spécifiquement les aspects négatifs et le danger de la croissance de la population : épuisement des ressources non renouvelables, détérioration des conditions de l'accumulation du capital, difficultés d'organisation de la société, etc. Je propose d'envisager l'apport positif de la croissance de la population, estimant qu'il devra tôt ou tard l'emporter sur l'effet négatif' [Kuznets (1960, p. 325)]. Mais ces intentions n'aboutirent à rien. On peut lire dans les dernières pages du rapport que, même dans le cas d'une économie développée, 'la question principale de notre discussion comme de la plupart des recherches dans le domaine des relations entre la démographie et l'économie reste ouverte' (p. 339). 'Nous ne savons pas', poursuit Kuznets, 'quand beaucoup signifie trop et quand peu signifie trop peu. Nous n'avons même pas de données empiriques approximatives pour pouvoir soupeser les divers aspects positifs et négatifs de la croissance de la population. Bien que nous puissions, en toute vraisemblance, distinguer ce qui est avantageux de ce qui ne l'est pas, il est rare que nous connaissions le caractère des fonctions qui les relient aux diverses valeurs de la croissance démographique' (p. 339).

Revenant sur cette question, mais en 1965, Kuznets affirmait qu'on ne peut y répondre que 'par des jugements spéculatifs, en ayant recours à toutes sortes de connaissances incomplètes' [Kuznets (1965, pp. 122-123)]. Il semble que les deux décennies qui se sont écoulées depuis ont confirmé ce pronostic.

Comme l'ont judicieusement noté Ermisch et Joshi (1987), lors d'une croissance plus rapide de la population, la production, la consommation, etc., ne pourront s'accroître en conséquence que grâce au progrès technique. Ce résultat n'a rien de nouveau, et il faut bien reconnaître la justesse de ces idées sur le processus d'accroissement de l'"output" en fonction de rythmes différents de croissance démographique [Vichnievski (1972, pp. 114-125, Vichnievski et Choukailo (1972, pp. 28-30)]. A supposer que la part de l'"output" (par exemple, le revenu national, le produit national brut, etc.) destinée aux investissements économiques et celle destinée à la population active soient constantes, le rythme de croissance de l'"output" sera d'autant plus élevé que le rythme de croissance de la population sera faible et vice versa. *La croissance démographique rapide n'est pas avantageuse.* L'unique moyen de modi-

fier cette conclusion est d'introduire dans le modèle un progrès technique assez soutenu pour neutraliser l'influence défavorable de la croissance démographique rapide sur la croissance économique. Ce n'est pas le rythme du progrès technique en lui-même qui doit nous intéresser dans ce cas-là, mais seulement la mesure dans laquelle il dépend de l'évolution des variables démographiques liée au rythme de croissance de la population. Si le rythme du progrès technique s'avère une fonction croissante du rythme de croissance de la population (ou de certaines variables démographiques liées à celui-ci), on peut s'attendre alors à devoir modifier la conclusion précédente et admettre qu'une croissance plus rapide de la population devienne un facteur de croissance plus rapide de l'"output".

Le lien entre les rythmes de croissance de la population et du progrès technique intéressait depuis longtemps les économistes, mais ils l'interprétaient différemment. Quand le rythme de croissance de la population était élevé, ce qui inquiétait les économistes, c'était que le progrès technique puisse accuser un retard sur la croissance de la population. Ce même Wicksell écrivait : 'Le problème était le suivant : la courbe du progrès technique peut-elle s'élever de façon aussi harmonieuse que celle qui caractérise la croissance de la population. Il est difficile de se défaire de l'impression qu'il doit y avoir là une rupture certaine de l'harmonie' [cité par Seligman (1963, p. 558)]. Quand la croissance démographique ralentissait, l'attention se centrait sur le lien entre le progrès technique et la faible croissance de la population. Dans cette analyse, les économistes et les démographes n'envisagent plus depuis longtemps le progrès technique comme une variable exogène. Comme l'écrivait Sauvy, 'le progrès technique (ou son utilisation) et la densité (ou la croissance) de la population ne sont pas des variables indépendantes' (1966, p. 21). Il interprète nettement le progrès technique comme une fonction de variables démographiques. L'argument le plus sérieux avancé par Sauvy et partagé par d'autres auteurs est qu'une croissance rapide de la population et de son groupe d'âge le plus jeune favorise l'esprit de création de la nation, une plus grande activité des gens et, par ailleurs, un renouvellement plus rapide de l'appareil de production, des cadres de l'économie nationale, des connaissances. Mais peut-on, même si l'on accepte ces arguments, ne pas tenir compte des facteurs qui agissent dans le sens contraire ? Par exemple, Ermisch et Joshi ont noté que, dans une économie affectée par un manque de main-d'oeuvre, il y a plus de stimulants aux innovations économisant le

travail. Aucun bilan des facteurs agissant dans des directions opposées n'a jamais été fait, et il ne nous reste plus qu'à reconnaître avec Ermisch et Joshi (1987) l'existence d'"une question qui n'a pas été résolue, celle de savoir comment le facteur démographique agit sur le progrès technique".

Mais, à supposer même que nous ayons réussi à trouver une réponse à cette question et à démontrer, par exemple, qu'une relation positive existe entre la croissance de la population et le rythme du progrès technique, quelle peut en être la portée pratique quand on connaît l'étroitesse de l'éventail des changements démographiques réellement possibles dans les pays d'Europe, d'une part, et, de l'autre, la multiplicité des autres facteurs dont dépend le progrès technique ? Je pense qu'il ne faut pas surestimer la portée de cette conclusion et que la recherche, qui dure depuis des années, d'un lien direct entre les rythmes de la croissance économique et de la croissance démographique n'est pas l'orientation la plus prometteuse des recherches économique-démographiques.

Je voudrais un peu m'écarter du sujet et dire qu'il faut généralement mettre en doute la croyance de nombreux démographes selon laquelle c'est précisément dans l'économie que l'on peut trouver des critères objectifs d'évaluation des processus démographiques. Cette approche ne me semble pas juste sur le plan méthodologique, car elle donne au domaine de la démographie une interprétation instrumentale quelque peu simpliste. Nous trouvons bien des critères d'évaluation des processus économiques au sein même de l'économie (par exemple, l'augmentation de la productivité du travail). Il faut chercher de même des critères internes dans le domaine de la démographie. Tel ou tel rythme de croissance de la population est bon ou mauvais non pas parce qu'il favorise ou freine la croissance économique – la démographie ne joue pas le rôle de servante de l'économie – mais parce qu'il témoigne de telle ou telle qualité du fonctionnement du système démographique lui-même [cf. Vichnievski (1982, pp. 242–253)].

Certes, cela ne signifie pas que les changements démographiques n'influent pas sur la croissance économique et que cette influence n'est pas digne d'une étude sérieuse.

Les démographes soviétiques E. Andreev et L. Darski ont tenté d'évaluer l'apport de la réduction de la mortalité à la croissance économique. Leurs calculs utilisant des modèles de population stable montrent, en particulier, que, lors d'un allongement de la durée moyenne

de la vie de 61 à 76 ans (situation proche de celle de nombreux pays d'Europe au cours des décennies d'après-guerre), rien que grâce à ce facteur le volume global de la production d'une génération au cours de toute sa vie peut augmenter d'un quart avec un accroissement annuel de 2 % de la productivité du travail, et de près d'un tiers si cet accroissement est de 4 % [URSS (1986b, p. 16)]. Le retard de l'allongement de la durée moyenne de la vie freine dans une mesure correspondante l'accroissement de la production.

L'évolution de la fécondité, elle non plus, ne peut pas ne pas avoir de conséquences sur la production, en particulier parce qu'elle influe sur les possibilités qu'ont les femmes d'exercer une activité économique. Toutefois, les liens ici ne sont pas évidents. En URSS, par exemple, la baisse de la fécondité a conduit, tout au long du XX^e siècle, à une réduction considérable du rapport 'enfants/femmes'. Le nombre d'enfants âgés de moins de 10 ans pour 1000 femmes de 15-49 ans a évolué de la façon suivante : 118 (1897), 103 (1926), 90 (1939), 80 (1959) et 74 (1970). Dans le même temps, on a vu augmenter l'emploi des femmes hors du foyer : il atteignait en 1970 85 % à 20-29 ans, 91 % à 30-39 ans et 89 % à 40-49 ans [URSS (1974, p. 143)]. Mais ne faire dépendre une activité féminine aussi intense que des changements démographiques ne me semble pas juste. Dans une autre situation économique, les femmes auraient pu profiter du temps et des forces libérés par la réduction de la fécondité pour participer plus intensément à l'éducation des enfants, aux loisirs, etc.

A propos des lois régissant l'évolution démographique qui s'inscrit dans le schéma de la transition démographique, il serait utile de souligner le caractère global des changements affectant l'utilisation du potentiel de force de travail d'une population qui se libère du poids d'une forte mortalité et d'une forte fécondité. Des idées intéressantes ont été émises à ce propos par le démographe soviétique Pervouchine, qui développe le concept de 'transition économique-démographique'. Au cours de cette transition, se produit, d'une part, une augmentation de ce qu'il appelle l'espérance 'potentielle' de vie active (nombre d'années qui s'écoulent entre le début et la fin de l'activité professionnelle compte tenu de la survie) et, de l'autre, une réduction de son espérance 'hypothétique' (nombre d'années durant lesquelles l'homme fait partie des ressources de main-d'oeuvre, sans prendre en considération la mortalité mais en tenant compte de l'évolution de la durée des études, de l'abaissement de l'âge de la retraite, etc.). En définitive, l'espérance

Tableau 1
Espérance de vie active (en années) dans les pays industriels développés

Espérance de vie active	1950	1975	2000
Potentielle	50,2	50,9	53,0
Hypothétique	48,4	46,4	44,1
Réelle	43,6	42,3	42,1

Source : Pervouchine (1984, p. 40).

'réelle' de vie active, dont les modifications reflètent également celles de la mortalité et de l'activité économique à différents âges, peut accuser une baisse. Pour les pays industriels développés, Pervouchine a donné une évolution de ces changements (tableau 1).

Mais il est fort possible que ce ne soient pas les changements naturels relativement harmonieux liés à la transition démographique qui jouent le rôle le plus important pour l'économie, mais des modifications fortuites provoquées par des événements particuliers, parfois catastrophiques, de la vie sociale et économique, susceptibles de modifier le rythme de la transition démographique, de conduire à des perturbations de courte durée des tendances régulières (guerres, crises économiques, etc.). Les changements brusques du nombre des naissances et des décès, la déformation de la pyramide des âges provoquent des fluctuations de la valeur du potentiel de force de travail, ce qui perturbe inévitablement le fonctionnement de l'économie.

L'économie de l'URSS doit se développer aujourd'hui au moment où l'accroissement des ressources de main-d'oeuvre est beaucoup moins important que dans un passé relativement proche, en vertu précisément de brusques changements démographiques. Dans les années 1970, les ressources de main-d'oeuvre ont reçu l'apport des générations nées dans les années 1954–1963 (51 100 000 naissances). En 1964–1973, il y a eu 8 500 000 naissances de moins ; par conséquent, le recrutement des ressources de main-d'oeuvre dans les années 1980 s'est réduit corrélativement. Et même en 1974–1983, malgré la croissance de la population (qui a augmenté de 54 millions de personnes entre 1959 et 1979), ceux qui devaient s'ajouter aux ressources de main-d'oeuvre dans les années 1990 étaient 2 700 000 de moins qu'il y a 20 ans. De plus, les années 1980 et 1990 constituent une période où des générations relativement nombreuses nées dans la seconde moitié des années 1920 et dans les années 1930 dépasseront l'âge actif. Un faible afflux de jeunes actifs et un important reflux d'actifs âgés conduisent à un accroisse-

ment global beaucoup plus faible que dans les années 1970. Jusqu'à la fin du siècle, l'effectif de la population d'âge actif augmentera beaucoup moins vite que celui de l'ensemble de la population, et sa part dans l'ensemble de la population se réduira en conséquence. La structure par âge des ressources de main-d'oeuvre se modifie, ce faisant, elles vieillissent [Vichnievski (1986b, p. 74)].

Autant de faits qui créent certaines difficultés dont il faudra tenir compte lors de la planification du développement de l'économie nationale, de l'élaboration d'une politique économique visant à neutraliser les conséquences négatives éventuelles des changements démographiques. Néanmoins, les économistes soviétiques ne sont pas enclins à dramatiser ces conséquences et à attribuer un trop grand rôle aux changements démographiques dans la formation des tendances qui se font jour dans le développement économique des dernières années, et qui font l'objet aujourd'hui d'une critique en URSS. De plus, la critique s'étend aux explications démographiques de ces tendances qui les lient au manque de main-d'oeuvre et, en définitive, à la baisse de la fécondité. 'Le désir d'expliquer le manque de main-d'oeuvre par des causes démographiques ... a causé du tort à l'utilisation de cette dernière. Il a orienté la recherche des sources ... supplémentaires de recrutement de main-d'oeuvre dans l'économie. Pour cette raison, le nombre des retraités qui travaillent a augmenté au cours des années 1970. Le problème de la réduction générale de l'emploi des femmes s'est réglé lentement. Il en résulte que les efforts visant à "augmenter" le nombre des travailleurs se sont avérés un des facteurs importants freinant la mécanisation et, par conséquent, l'augmentation de la productivité du travail' [Kostakov (1987, p. 82)].

Aujourd'hui, les orientations principales du développement économique de l'URSS ne sont pas liées aux facteurs extensifs, c'est-à-dire à l'accroissement de l'effectif des travailleurs, mais aux facteurs intensifs, à l'accroissement de leur rendement économique. L'importance du facteur démographique dans le développement économique n'est pas niée pour autant, mais il ne serait pas rationnel de considérer ce facteur comme un des plus importants dont dépend de façon radicale le rythme de la croissance économique. Si les processus et les problèmes démographiques attirent de plus en plus l'attention en URSS et dans d'autres pays socialistes d'Europe, cela s'explique, me semble-t-il, non pas tant par des raisons d'ordre économique que, plus largement, par des raisons d'ordre social.

3. Evolution démographique et bien-être

3.1. Le bien-être des générations

On peut comprendre par bien-être des générations, au sens strict de ce terme, la quantité de biens de consommation et de services accessibles à une génération au cours de toute son existence. Si l'on pouvait étudier une génération prise isolément, en considérant qu'elle ne consomme que ce qu'elle produit elle-même, l'unique facteur démographique dont dépend le bien-être serait la courbe de survie. On pourrait estimer, par exemple, que de deux générations qui ont le même effectif initial et une consommation globale égale, celle dont la consommation par homme-année vécu sera la plus grande aura le bien-être le plus élevé. Dans ce sens, il serait avantageux que le maximum de personnes meurent au-delà de l'âge de la retraite.

Mais si l'on conçoit le bien-être social sous un angle plus large et que l'on considère les années mêmes de la vie comme un bien en soi ayant une grande valeur (comme c'est le cas en réalité), les critères du bien-être doivent être différents. De deux générations ayant une consommation globale égale, celle qui vivra le plus grand nombre d'hommes-années aura alors le bien-être le plus élevé.

Dans la réalité, l'existence d'une génération isolée est évidemment impossible. Chaque génération vit toujours dans l'entourage d'un grand nombre d'autres générations, et il y a toujours un transfert de ressources entre générations. Ainsi, dans les faits, le facteur démographique essentiel du bien-être d'une génération est le rapport de son propre effectif à celui des générations (plus âgées et moins âgées) qui coexistent avec elle, en d'autres termes, la structure par âge de la population. Cette structure est importante au moins en ce que le niveau des besoins et de la consommation diffère d'un groupe d'âge à l'autre. En outre, le rapport entre groupes d'âge peut varier d'une époque à l'autre, en particulier le rapport des groupes actifs aux groupes à charge, ce qui influe également sur le transfert net de biens entre générations. Si on se limite toujours au cadre du modèle d'une population stable (le rapport des effectifs des générations qui se côtoient est stable), un plus faible rythme d'accroissement de cette population signifie une structure plus 'vieille'. Bien que le poids global des personnes (enfants et vieillards) qui sont à la charge d'un adulte ne se modifie que faiblement, les proportions respectives des enfants et des vieillards ont une portée

économique considérable. D'après les évaluations faites en URSS, la consommation d'un enfant et celle d'un vieillard s'élèvent en moyenne à 50 % et à 80 % respectivement de celle d'un adulte [Zvidrinch et Zvidrinia (1980, p. 107)] (estimations qui concordent avec celles effectuées à maintes reprises dans d'autres pays). Ce qui fait que, avec le vieillissement de la population, le poids économique des personnes à charge augmente. Par conséquent, ou bien les travailleurs cotisent davantage, ou bien les personnes à charge ne reçoivent pas tout ce qui leur est dû, l'un et l'autre ayant pour effet de réduire le bien-être ou, plus précisément, de ralentir sa croissance (étant donné que l'accroissement même du bien-être est défini par des processus économiques et non démographiques).

Si l'on passe à présent du modèle à la situation réelle, dans laquelle différentes générations peuvent avoir un effectif initial différent, soit en vertu des changements naturels qui ont lieu dans les processus de la transition démographique, soit en vertu de l'intervention de facteurs conjoncturels, le poids des personnes à charge se modifie en fonction des fluctuations de la structure par âge. Il semble évident que, pour la génération du baby-boom qui a atteint l'âge de travailler, il est plus facile d'entretenir la génération de ses parents qui ont pris leur retraite que de se retrouver soi-même à l'âge de la retraite à la charge de la génération moins nombreuse de ses enfants.

Mais les personnes du troisième âge ne consomment pas seulement les produits de la production courante créés au moment où elles sont à la retraite, mais aussi ce qu'elles avaient créé quand elles travaillaient elles-mêmes. Elles vivent dans des maisons qu'elles ont construites elles-mêmes, empruntent des routes qu'elles ont tracées elles-mêmes, etc. Et même s'il s'agit de consommation de produits courants, on retrouve le résultat des investissements faits à l'époque où les retraités actuels étaient à l'apogée de leur activité professionnelle. L'appareil de production existant est toujours hérité, dans une certaine mesure, du passé, de sorte que les générations qui suivent celles du baby-boom pourront même se retrouver, dans un certain sens, dans une situation plus favorable. Les retraités consomment dans une notable mesure ce qu'ils ont créé eux-mêmes. Estimer qu'ils ne sont que des profiteurs vivant sur le compte de leurs enfants n'est pas juste, avant tout du point de vue économique.

Mais dans l'ensemble, la question du transfert de ressources entre générations dans le contexte de la croissance économique est loin d'être

simple. Il existe un point de vue largement répandu, que l'on peut exprimer en reprenant les paroles de Sauvy : 'Dans les sociétés en développement ... chaque génération produit ... en moyenne plus qu'elle ne consomme' (1963, p. 335). Si, comme l'affirme Sauvy, dans les pays européens, chaque génération consommait tout ce qu'elle produit, le patrimoine national n'augmenterait pas de façon à peu près continue, comme il le fait depuis des siècles. Selon les calculs du démographe soviétique Ourlanis, un homme qui travaille en URSS produit au cours de son existence à peu près une fois et demie plus qu'il ne consomme [Ourlanis (1976, p. 251).

Bien que la logique de pareils raisonnements semble irréprochable, dans la réalité, elle ne tient pas suffisamment compte de la dynamique complexe des possibilités technologiques et des besoins des hommes, qui ne dépend pas des changements démographiques à proprement parler. Ermisch et Joshi (1987) ont exprimé l'idée que la baisse de la fécondité et le vieillissement de la population exercent une influence sur la direction du transfert de biens entre générations. Par exemple, un transfert net des générations les plus jeunes vers les générations les plus vieilles est beaucoup plus vraisemblable en RFA qu'en Turquie. C'est, du moins, ce qui se produirait si la structure des besoins en Turquie et en RFA (les frais d'éducation d'un enfant, etc.) était la même. Vu qu'il n'en est rien, prendre en considération uniquement les différences démographiques ne donne pas de fondements suffisants pour juger de la direction du transfert net entre générations.

Par ailleurs, le transfert de ressources des générations les plus jeunes vers les plus âgées peut caractériser les pays européens, mais il serait alors de nature économique plutôt que démographique. Dans un contexte de croissance économique rapide, de progrès scientifique et technique, les standards de vie, les besoins de l'homme se modifient très vite, et l'homme dans sa vieillesse consomme un grand nombre de biens qui n'existaient même pas à l'époque où il était dans l'âge mûr ou qui étaient pour beaucoup inaccessibles. Il en résulte que la consommation de chaque génération croît au cours de son existence sous l'influence des changements économiques globaux, ce qui fait que les générations les plus âgées sont toujours avantagées. E. Andreev et L. Darski sont arrivés à cette conclusion paradoxale que, en période de croissance économique rapide, chaque génération peut, en général, consommer plus qu'elle ne produit au cours de son existence. Ils notent ainsi que 'le bilan négatif systématique des générations n'est pas

mauvais en soi. C'est une conséquence directe d'une croissance économique rapide qui s'allie à l'augmentation de la productivité, du volume global de la production, du volume global de la consommation et de la consommation par habitant. Le bilan négatif systématique des générations n'est pas obligatoirement lié à la réduction de la richesse nationale ... Une consommation excédentaire est couverte par ce que produisent les générations les plus jeunes qui ont une productivité plus élevée. Le bilan de la cohorte fictive reste, dès lors, positif [URSS (1986b, pp. 21–22)]. La situation décrite signifie qu'un transfert de biens des générations les plus jeunes vers les générations les plus âgées est possible en tant que prémices de l'accroissement du bien-être de chaque génération.

L'étude du bien-être des générations et du transfert de ressources entre générations permet de comprendre l'influence des changements démographiques sur le bien-être, mais est loin d'épuiser la question. Le transfert inter-génération envisagé au niveau de l'ensemble de la population est un phénomène assez abstrait. Le bien-être d'individus ou de familles affectés par les processus considérés dépend de l'importance des fondements sociaux du transfert de ressources dans la société, dans le cadre de ses institutions fondamentales. Mais si ces fondements sont donnés, la détermination de tel ou tel niveau de bien-être de la famille subit aussi l'influence du facteur démographique.

3.2. Le bien-être de la famille

La source principale, mais pas unique, du bien-être de la famille pour la plus grande partie de la population, dans les pays socialistes comme dans les pays capitalistes, est constituée des revenus provenant du travail de ses membres.

En régime socialiste, la rémunération du travail assure, pour l'essentiel, les dépenses de la famille, y compris celles liées à l'éducation des enfants. Si cette rémunération était identique pour tous les travailleurs et si les familles ne se distinguaient pas par leur composition, y compris par leur nombre d'enfants, on n'aurait pas besoin d'autres formes de transfert de ressources. Mais, bien que la rémunération du travail d'un adulte soit constituée de façon à prendre en compte, en principe, les besoins de sa famille, cette prise en compte ne peut être que moyenne, en d'autres termes, elle est fondée sur un nombre moyen d'enfants, sans différence de sexe, d'âge, etc. Dans la vie réelle, les

familles se distinguent fortement par tous ces paramètres, et ce facteur à lui seul cause l'inégalité de la situation matérielle des familles. De plus, la rémunération du travail sert non seulement de moyens d'existence, mais aussi de mesure de la quantité et de la qualité du travail fourni, ainsi que de stimulant à l'activité économique. La différenciation de la rémunération du travail, qui peut être très importante, y est liée. C'est la deuxième source de l'inégalité des familles.

Il existe divers mécanismes pour atténuer cette inégalité. L'un d'eux est le transfert de revenus entre générations à l'intérieur de la famille, qui représente une des formes de transfert inter-génération envisagées plus haut au niveau de l'ensemble de la population.

Les études effectuées en URSS montrent que l'on voit s'élever d'une génération à l'autre la contribution des parents dans la formation du budget des jeunes familles [URSS (1985, pp. 45-46)]. Cette tendance est conditionnée, en grande partie, par des changements démographiques : réduction du nombre d'enfants et transformation de la courbe de fécondité par âge, achèvement de plus en plus précoce de la période de procréation. Les cycles économique et démographique de la vie familiale ne coïncident généralement pas. Avec l'achèvement précoce de la période de procréation, les besoins des familles liés à la naissance et à l'éducation des enfants augmentent rapidement, surtout pendant les premières décennies de la vie de la famille, et atteignent leur maximum vingt ans environ après le mariage, pour baisser ensuite quand les enfants devenus adultes commencent à toucher un salaire ou/et quittent le foyer de leurs parents. Par ailleurs, les revenus provenant du travail des époux croissent, en règle générale, avec l'âge par suite de l'élévation de la qualification, de la promotion, etc. Ces revenus atteignent souvent le maximum justement au moment où les besoins liés à l'éducation des enfants disparaissent ou se réduisent. Dans ces conditions, les parents ont des réserves qu'ils peuvent, au moins partiellement, utiliser pour aider matériellement leurs enfants qui se trouvent au début de leur vie active. Dans le cas d'un grand nombre d'enfants, l'assistance matérielle de la part des parents ne peut être importante pour chacun d'eux. Mais dans les conditions actuelles, quand prédominent des familles de 1 à 3 enfants, cette aide est assez considérable et atténuée jusqu'à un certain point les difficultés matérielles qu'éprouve un jeune ménage ayant des enfants. Il est vrai que, très vraisemblablement, l'aide en nature (travail, service), qui était répandue auparavant quand le foyer était le domaine principal de l'activité des femmes, se

réduit. Les femmes, prises par une activité professionnelle, avant et après leur retraite, s'occupent beaucoup moins qu'autrefois de leurs petits-enfants et de leur éducation, créant des difficultés souvent insurmontables aux jeunes ménages, même si le niveau du bien-être matériel est suffisamment élevé.

La question du transfert des ressources entre générations au sein de la famille retient l'attention des démographes qui étudient les déterminants du comportement procréateur. On estime souvent que le changement de direction de ce transfert a été une des principales causes du passage à une fécondité basse. Comme le suppose Caldwell, le flux de richesses entre générations, qui était orienté, dans la société agraire traditionnelle, des générations les plus jeunes vers les plus âgées, a subi un revirement de 180°, et cela a résolu le problème [Caldwell (1976, pp. 345–355)]. De nombreux démographes classent le changement de rôle des enfants dans l'économie de la famille dû à ce revirement parmi les premiers facteurs de la transition vers une fécondité basse. Nous avons déjà émis des doutes à propos de cette mythologie économique qui se réfère au passé en analysant la valeur économique des enfants dans la campagne préévolutionnaire russe [Vichnievski (1986a, pp. 4–10)]. D'autres auteurs, qui ont étudié cette question dans le cas des pays en voie de développement, expriment des doutes analogues. En contrepois aux données fournies par Caldwell sur l'apport positif des enfants à l'économie de la famille, 'il existe un grand nombre de données empiriques (Mueller, Cain, Lee et Bulatao) qui montrent que l'apport économique des enfants est presque toujours négatif' [Bulatao (1984, p. 171)].

Il me semble que le transfert de ressources entre générations au sein de la famille, y compris en faveur des enfants, n'est nullement une découverte des temps modernes. C'est un des mécanismes historiques universels à l'aide desquels est assurée la reproduction démographique, sociale et économique de l'homme et de la société. Il n'est pas plus jeune que la famille elle-même. Les formes de ce transfert changent, elles ne peuvent être identiques dans les conditions de l'économie naturelle et dans celles partout répandues des échanges marchandise-monnaie. Ces formes sont liées aussi au nombre des naissances et des décès d'enfants dans la famille avant et après la révolution démographique. Mais il me semble évident, et je suis convaincu que ce point de vue se généralisera parmi les démographes, que ce n'est pas le nombre d'enfants qui s'adapte aux formes historiques concrètes du

transfert de biens entre générations, mais que, au contraire, ces formes naissent de l'expérience historique de la nouvelle réalité démographique, et c'est pourquoi elles n'expliquent pas tant les changements du comportement procréateur qu'elles ne sont expliquées par eux.

Mais ce qui est vraiment nouveau, c'est l'intense développement d'autres formes de transferts de biens entre générations en dehors de la famille, où l'on tient compte des exigences de la justice sociale élaborées au cours des siècles par la lutte des travailleurs pour leurs droits économiques et sociaux, et des exigences objectives à l'égard de l'homme vivant dans la société, dont la complexité technologique et sociale n'a pas de précédent dans l'histoire.

L'expérience accumulée par l'Union Soviétique et les pays socialistes d'Europe, où s'est formé un puissant système de satisfaction des besoins sociaux essentiels des travailleurs par le biais des 'fonds sociaux de consommation', joue un grand rôle dans le développement de ces formes de transferts. Ces fonds permettent d'assurer la gratuité de l'instruction et de la santé publique, de verser des prestations, des pensions de retraite, des bourses aux étudiants, de payer les congés annuels, l'entretien des enfants dans les institutions préscolaires et d'autres allocations et prestations. On voit à cette liste que certains groupes démographiques, les enfants, les jeunes, les personnes du troisième âge, bénéficient, pour l'essentiel, de ressources provenant des fonds sociaux de consommation, ceux-ci permettent d'assurer un transfert partiel de la part du revenu national destinée à la consommation sans tenir compte de l'apport des bénéficiaires à la production, ou bien en en tenant compte dans une mesure limitée, ce qui aboutit à une atténuation substantielle de l'inégalité des familles découlant de l'inégalité des revenus du travail et des différences de nombre d'enfants.

La part des fonds sociaux de consommation dans les revenus de la population des pays du Conseil d'Assistance Economique Mutuelle varie de $1/5$ à $1/3$; ils augmentent plus rapidement que l'ensemble des revenus réels [URSS (1982, pp. 26–29)]. Le tableau 2 donne une idée de la composition de ces fonds.

Une part importante des fonds sociaux de consommation va au financement de la santé publique et de l'instruction gratuites et d'autres systèmes assurant la mise en oeuvre des garanties sociales que la société octroie à tous ses membres indépendamment de leur apport à la production, de la situation matérielle des parents, etc.

Tableau 2
Structure des fonds sociaux de consommation dans certains pays socialistes d'Europe, en %, 1985.

	Bulgarie	Hongrie	Pologne	RDA	Tchéco- slovaquie	URSS
Pensions de retraite, prestations, bourses	46,1	58,7	48,7	32,4	48,8	42,2
Santé publique et culture physique gratuites	16,3	14,1	21,7	18,8	15,9	13,7
Instruction et activités culturelles gratuites	21,6	20,3	20,9	21,5	20,3	24,0
Frais d'exploitation du fonds locatif non couverts par le loyer	0,9	1,4	6,5	16,6	4,3	6,3
Autres allocations et prestations	15,1	5,5	2,2	10,7	10,7	13,8

Source : URSS (1986a, p. 44).

Une part encore plus considérable de ces fonds se répartit en versements en espèces attribués individuellement en considération du statut économique et démographique des bénéficiaires. Ce qui intéresse surtout le démographe, ce sont les allocations familiales, auxquelles on lie habituellement la possibilité d'influencer la fécondité. Les allocations et prestations que touchent les mères de famille leur permettent d'accorder plus d'attention à l'entretien des enfants (surtout dans les premières années de la vie) et à leur éducation, évitent aux familles de voir leur niveau de vie baisser à cause de l'augmentation du nombre des personnes à charge, de la perte provisoire du salaire de la mère, etc. Ce système d'aide aux familles ayant des enfants se développe constamment dans les pays socialistes. En URSS, par exemple, rien qu'entre 1970 et 1985, le montant des allocations versées aux mères et aux familles à ressources modestes a été multiplié par 3,8. Le total des dépenses affectées à l'aide aux mères dépasse les 5 milliards de roubles [Vichnievski (1986b, p. 78)].

C'est précisément parce que les fonds sociaux de consommation exercent une influence toujours plus importante sur le bien-être des familles, en particulier sur les familles ayant des enfants, que ce phénomène doit être mieux étudié. Une démarcation s'impose entre l'optique du sens commun et l'optique analytique et scientifique.

Il semble souvent évident que, puisque la rémunération du travail ne tient pas compte de la composition des familles, l'apparition de chaque nouvel enfant fait inévitablement baisser le niveau de vie de la famille ; la justice sociale exige donc que toute perte de niveau de vie soit compensée par les fonds sociaux de consommation. Il y a des partisans et des adversaires de ce point de vue parmi les économistes soviétiques. Les uns et les autres 'motivent leur position par la nécessité de renforcer les stimulants matériels au travail' [URSS (1982, p. 106)], mais ils raisonnent différemment. Les adversaires estiment que le développement du système des allocations familiales, en réduisant la charge de l'entretien des enfants assumée par les membres de la famille qui travaillent, entraîne une perte d'intérêt pour les résultats du travail et détourne par là même les ressources destinées à augmenter la productivité du travail. Les partisans affirment que, lorsque la société élimine les différences de revenu et de consommation dues à la composition différente des familles au moyen des allocations versées aux personnes à charge (surtout les enfants), 'une part toujours plus importante va à la satisfaction des besoins de ces mêmes travailleurs ... on voit se renforcer le rôle stimulant de la rémunération du travail, puisque le volume de la consommation des travailleurs ... dépend dans une plus grande mesure de leur apport en travail' [URSS (1982, p. 107)].

Le premier de ces deux points de vue me semble plus logique. Je ne pense pas qu'il soit juste de lier l'intéressement du travailleur à la rémunération du travail uniquement en fonction de ses propres besoins : il importe pour lui de satisfaire, dans la même mesure si ce n'est plus, les besoins des membres de sa famille, surtout de ses enfants. L'élimination de tout lien entre le salaire du travailleur et les ressources matérielles de ses enfants nuirait à la fonction stimulante de la rémunération du travail. De plus, on doit tenir compte de ce que la question du niveau de vie n'est pas seulement une question de revenu, mais aussi de dépenses de la famille. Si l'on peut, du moins théoriquement, égaliser les revenus par des versements provenant des fonds sociaux de consommation (bien que cela soit loin d'être facile dans la réalité), il est beaucoup plus difficile d'agir sur la façon dont les ressources octroyées à la famille sont dépensées. Il se peut que les ressources octroyées aux enfants servent à la satisfaction des besoins d'autres personnes, en particulier des travailleurs, alors que, dans un autre système, ceux-ci auraient dû travailler pour cela.

En partant de l'orientation globale de l'Etat socialiste vers un développement des garanties sociales aussi large que possible, certains démographes cherchent à lier ce système à l'évolution de la fécondité. Ils estiment que, si, toutes choses égales par ailleurs, le niveau de vie de la famille ne dépend pas du nombre des enfants grâce aux prestations octroyées à ceux-ci par l'Etat, cela favorisera l'augmentation de la fécondité jusqu'au niveau garantissant un remplacement stable des générations.

Toutefois, faut-il confondre le mécanisme de l'assistance sociale octroyée par le socialisme à tous ceux qui en ont besoin pour telle ou telle raison avec les mécanismes fondamentaux du fonctionnement des principales institutions sociales ? La vie de famille, la naissance des enfants est une norme pour les adultes, et non pas une sorte de maladie ou d'infirmité. Aujourd'hui et dans un avenir proche, le grand chemin qui mène à l'augmentation du bien-être de la famille passe par l'augmentation des revenus provenant du travail.

L'aide matérielle aux familles est, certes, indispensable. Non pas à toutes les familles et toujours, et ce n'est pas parce que la famille ne peut, en principe, se tenir sur ses jambes économiques, si l'on peut s'exprimer ainsi. L'aide est indispensable dans des situations nombreuses et diverses, mais tout de même *particulières* : femmes enceintes ou femmes ayant des enfants en bas âge, mères célibataires, familles nombreuses, etc. Chacun a le droit de compter sur une aide du système des assurances sociales au sens large de ce terme. Le rôle de cette aide est justement de permettre à la famille qui se trouve dans des conditions particulières d'atteindre le niveau standard de bien-être auquel une simple famille 'moyenne' se situe sans aucune aide, ou plus exactement avec l'aide – loin d'être insignifiante – qui découle des garanties sociales obligatoires et générales pour tous (santé publique et instruction gratuites, institutions préscolaires gratuites ou très facilement accessibles, etc.). Mais l'aide matérielle aux familles provenant des fonds sociaux de consommation, qui doit, bien sûr, s'étendre et qui est indispensable à des millions de familles, ne peut être envisagée comme un mécanisme économique essentiel du maintien de la fécondité au niveau voulu par la société.

De plus, il reste encore une question, celle de savoir quelle est la place de ce mécanisme économique dans l'ensemble du système de détermination de la fécondité. Le bien-être social, conçu de façon large, ne se limite pas au niveau de vie ni à la seule satisfaction des besoins

qui peuvent être exprimés en équivalent monétaire. Ne faut-il pas plutôt penser à d'autres facteurs socio-culturels et socio-psychologiques, au fait que, dans le système de valeurs propre à la culture européenne contemporaine, les enfants sont un bien en soi, doté d'une très grande valeur ? Etre en possession de ce bien, même s'il faut le payer un certain temps par la baisse du revenu moyen des membres de la famille et de leur niveau de vie général, ne réduit pas nécessairement la satisfaction globale de tous ses membres. Certes, les facteurs socio-culturels de la fécondité ne peuvent pas ne pas dépendre des conditions économiques, du régime social, ils peuvent être insuffisamment développés et ne pas se manifester pleinement. Et cependant, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, 'l'avenir de la fécondité susciterait moins d'inquiétude si (toutes autres choses égales par ailleurs) les parents étaient prêts à sacrifier, fût-ce jusqu'à une certaine limite, leur niveau de vie pour accueillir un enfant de plus, estimant que cet enfant-là ainsi que leur responsabilité envers lui sont des valeurs existentielles beaucoup plus importantes qu'un grand nombre d'autres biens procurés par un niveau de vie plus élevé. L'idée d'un enfant "offert", entièrement "remboursé" par l'Etat, rend absurde le principe de l'égalité sociale et va, par ailleurs, à l'encontre de la tendance historique à une responsabilité croissante des parents envers leurs enfants, la plénitude de vie que leur procurent leurs enfants, tout ce que nous appelons "*l'enfantocentrisme* de la famille moderne" [Vichnievski (1982, p. 260)].

Il ne faut pas non plus verser dans l'autre extrême. Aussi importants que soient les facteurs non économiques du bien-être social de l'homme ou de la famille, on ne saurait tenir pour secondaire le bien-être au sens économique le plus courant. Les parents les plus attachés aux enfants ne peuvent sacrifier leur niveau de vie que jusqu'à une certaine limite, et toute la difficulté est de préciser cette limite. Il ne s'agit certes pas d'une frontière absolue, les exigences minimum à l'égard du niveau de vie changent d'un pays à l'autre, d'une période à l'autre. Mais il serait utile, dans le cadre des standards de vie adoptés dans une société donnée et dans un temps donné, en se fondant sur des critères plus ou moins objectifs, de distinguer 'la norme' de ce qui s'en écarte. Et le faire de telle sorte que cette 'norme' soit assurée par l'action des principaux mécanismes économiques, par la rémunération du travail, mais que ce ne soit que lors de l'apparition d'une 'anomalie' qu'entrent en action des mécanismes d'assistance sociale spécialisés. Que l'on

prenne, par exemple, un critère démographique, la naissance de 2 à 3 enfants en moyenne dans une famille pour assurer le simple remplacement des générations, la naissance et l'éducation de ce nombre d'enfants ne doivent pas être économiquement au-dessous des forces de la plupart des familles et doivent être, pour cette raison, garanties par les revenus provenant du travail des membres de la famille (et, cela va sans dire, par le maintien et le développement de la gratuité ou des prestations octroyées pour l'usage des services sociaux dont l'accès égal à tous est dicté par les principes de la justice sociale : santé publique, instruction, etc.). Si le nombre d'enfants est supérieur, on peut envisager une aide sociale prélevée partiellement sur le produit des impôts versés par ceux qui ont moins de deux enfants. C'est un des schémas possibles de transfert de revenus compte tenu des besoins démographiques tant des familles que de la société toute entière ; la pratique est beaucoup plus diversifiée. Cependant, c'est précisément à des fins pratiques que l'on élabore des théories précises sur les lois régissant le mécanisme des liens entre les processus économiques et démographiques et que l'on cherche, finalement, à rendre la pratique conforme aux principes scientifiquement fondés.

4. Conclusion

Les liens entre les processus économiques et démographiques sont extrêmement variés et ils méritent peut-être tous d'être étudiés. Il importe de savoir comment les changements de rythme de croissance de la population influent sur les 'investissements démographiques' et le rythme du progrès technique, comment l'évolution de la structure par âge se répercute sur la production et la consommation moyenne par habitant, comment les variations du nombre des naissances engendrent des vagues économiques, et comment l'évolution du nombre des enfants dans la famille affecte l'activité économique des femmes. Les processus démographiques prédéterminent l'effectif des ressources de main-d'oeuvre, conditionnent le fardeau plus ou moins lourd des personnes à charge, exigent l'attention de ceux qui planifient la construction de logements, la production de biens de consommation, l'organisation de l'instruction ou des services médicaux. On pourrait poursuivre cette liste, mais il est assez clair que le facteur démographique joue un des rôles les plus importants dans le processus économique,

contribue à la détermination du rythme de la croissance économique et du niveau du bien-être.

Réciproquement, ce qui se passe dans l'économie a des conséquences sur les processus démographiques, affecte la fécondité et la mortalité, influe sur la formation et la dissolution des familles, etc.

On ne peut contester ces relations, d'ailleurs personne ne le fait ; il faut les étudier, en tenir compte concrètement. Ce qui met en garde tout de même, c'est que, bien qu'on les étudie depuis des dizaines d'années, on n'a guère démontré de relations précises, et nombre d'entre elles sont l'objet d'interprétations très différentes.

Il semble évident, par exemple, qu'il existe un lien entre la fécondité et le travail des femmes hors du foyer. Cependant, on ne voit pas clairement, tout d'abord, où est la cause et où est la conséquence : la fécondité est-elle basse parce que de nombreuses femmes travaillent en dehors du foyer, ou bien peuvent-elles travailler hors du foyer parce que les grossesses, accouchements, soins constants à apporter aux enfants ne les attachent plus à la maison autant qu'avant ? Et puis ce même lien, qui semble si évident, s'avère moins étroit qu'on ne le pense. Selon les données de la Commission Economique pour l'Europe, en 1984, la proportion des femmes actives était de 68 % en Tchécoslovaquie, 51,7 % en France, 77,5 % en RDA, 63 % en Hongrie, 77,3 % en Suède, 45,1 % en RFA [UN (1985, p. 44)]. La RFA devrait donc avoir la plus haute fécondité et la RDA la plus basse. En réalité, comme le montrent Ermisch et Joshi (1987, tableau 4), le nombre d'enfants attendus pour une femme était, en 1984, de 2,0 en Tchécoslovaquie, de 1,9 en France, de 1,9 en RDA, de 1,7 en Hongrie, de 1,6 en Suède et de 1,4 en RFA.

On pourrait citer un grand nombre d'exemples de relations qui suscitent beaucoup d'attention, justement parce qu'elles semblent presque évidentes et qu'elles s'avèrent très problématiques quand on passe à la vérification.

Par ailleurs, les démographes et, plus encore, les économistes négligent souvent de façon étonnante la contribution véritablement immense qu'a apportée à l'ensemble du développement économique, au bien-être social, au sens le plus large, de toute la population et de chaque famille, le bouleversement historique baptisé très justement révolution démographique.

Et c'est pourtant par suite de cette révolution que l'on voit s'élever brusquement l'efficacité d'un des types fondamentaux de l'activité humaine, la production de l'homme lui-même. Pour illustrer le renfor-

gement du caractère économique du processus démographique, on peut utiliser l'indice du 'prix de la simple reproduction', autrement dit, le nombre de filles que doit mettre au monde en moyenne une femme pour assurer le simple remplacement de la génération des mères : $\rho = R/R_0$.¹ Il y a encore cent ans, dans de nombreux pays d'Europe, ce 'prix' dépassait 1,5-1,6, alors qu'il est à présent partout très proche de 1, autrement dit, il a baissé de plus d'une fois et demie (et de deux fois à deux fois et demie par rapport à des époques plus éloignées). Le processus démographique n'est pas seulement devenu plus économique, mais aussi plus stable, moins sujet au hasard, se prêtant mieux à la prévision. Autant de faits qui indiquent l'élévation de la qualité de fonctionnement du système démographique. On peut lier ce concept de qualité à la place qu'occupent les fonctions démographiques parmi toutes les autres dans la société. Plus elle est restreinte et plus vastes sont, par conséquent, les possibilités universelles (et non spécialisées – pas seulement démographiques) de la société, plus élevée est la qualité des processus démographiques (si l'on maintient, cela va sans dire, le même niveau de remplacement des générations).

L'immense expansion des possibilités générales de la société est une contribution de premier ordre et incontestablement positive des changements démographiques tant à la croissance économique qu'à l'augmentation du bien-être, car elle ouvre la voie à la rationalisation fondamentale du cycle de vie de chaque individu, surtout des femmes, diversifie largement le choix des types d'activités possibles, tant dans le domaine du travail que dans celui des loisirs, favorise l'augmentation de la mobilité sociale des hommes, etc. A côté de tels changements fondamentaux, les variations particulières des indices démographiques auxquelles on accorde une si grande attention dans les recherches économique-démographiques ne paraissent pas si importantes.

On peut dire que tout cela est juste, mais ne concerne pas l'Europe contemporaine, que, la révolution démographique étant achevée et des changements fondamentaux ayant été réalisés, ce qui importe ici, à présent, ce sont des changements particuliers de peu d'envergure, qui peuvent pourtant avoir des conséquences économiques considérables.

Je ne pense pas qu'il en soit ainsi. Même si l'on considère que la révolution démographique est achevée en Europe (ce qui est discutable), les 100 à 150 ans au cours desquels elle s'est déroulée le plus activement

¹ R = taux brut de reproduction, R_0 = taux net de reproduction.

ne sont pas une période si longue. La population des pays d'Europe n'a pas encore réalisé toutes les possibilités économiques et sociales qu'offre cette révolution et ne les a peut-être pas comprises jusqu'au bout. Et je n'exclus pas que la mise en évidence de ces possibilités, de voies permettant de les réaliser dans divers pays, puisse être au centre des travaux des spécialistes qui s'intéressent au problème : 'Evolution démographique, croissance économique et bien-être social'.

Bibliographie

- Bulatao, Rodolfo, 1984, Content and process in fertility decisions: A psychosocial perspective. in: International conference on population. Fertility and family. Proceedings of the expert group on fertility and family, New Delhi, 5-11 January 1983 (ST/ESA/Ser. A/88, United Nations, New York).
- Buquet, Léon, 1956, L'optimum de population (Presses Universitaires de France, Paris).
- Caldwell, John, 1976, Toward a restatement of demographic transition theory. *Population and Development Review* 2, no. 3-4.
- Ermisch, John et Heather Joshi, 1987, Demographic change, economic growth and social welfare, in: European population conference 1987, Plenaries (Helsinki).
- Gouzevaty, Yaropolk, 1980, Problèmes économique-démographiques de l'Asie (Naouka, Moscou) (en russe).
- Hansen, Alvin, 1956, Economic progress and declining population growth, in: Population theory and policy. Selected readings (The Free Press, Glencoe).
- Kostakov, Vladimir, 1987, Emploi : manque ou excès ?. *Kommunist*, no. 2 (en russe).
- Kuznets, Simon, 1960, Population change and aggregate output. Demographic and economic change in developed countries (Princeton University Press, Princeton, NJ).
- Kuznets, Simon, 1965, Démographie aspects of modern economic growth, Paper for UN World Population Conference, Belgrade.
- Ourlanis, Boris, 1976, Problèmes de démographie économique, in: Boris Ourlanis. Population. Etudes et essais (Statistika, Moscou) (en russe).
- Pervouchine, Aleksandr, 1984, Aspects démographiques de la force de travail dans le monde (Pedagogitcheski institut imeni Lenina, Moscou) (en russe).
- Sauvy, Alfred, 1963, Théorie générale de la population. Vol. 1. Economie et croissance (Presses Universitaires de France, Paris).
- Sauvy, Alfred, 1966, Théorie générale de la population. Vol. 2. La vie des populations (Presses Universitaires de France, Paris).
- Seligman, Ben, 1963, Main currents in modern economics. Economic thought since 1870 (The Free Press of Glencoe, Glencoe).
- United Nations (UN), 1985, The economic role of women in the ECE region. Development 1975/85 (United Nations, New York).
- URSS, 1974, La population de l'URSS. Ouvrage de référence (Statistika, Moscou) (en russe).
- URSS, 1982, Les fonds sociaux de consommation en régime socialiste (Economika, Moscou) (en russe).
- URSS, 1985, La famille et le bien-être de la population dans la société socialiste évoluée (Mysl', Moscou) (en russe).

- URSS. 1986a. Annuaire statistique des pays membres du Conseil d'Assistance Economique Mutuelle (Finaney i statistika, Moscou) (en russe).
- URSS. 1986b. Les processus démographiques et leurs régularités (Mysl', Moscou) (en russe).
- Vichnievski, Anatoly. 1972, Population et production, in: Modèles des liens démographiques (Statistika, Moscou) (en russe).
- Vichnievski, Anatoly. 1982. La reproduction de la population et la société. Histoire, présent, regard jeté sur l'avenir (Finaney i statistika, Moscou) (en russe).
- Vichnievski, Anatoly, 1986a. Le rôle des connaissances historiques dans l'étude du comportement procréateur en URSS, Communication présentée au deuxième séminaire soviéto-français de démographie à Souzdal, 15-19 septembre 1986.
- Vichnievski, Anatoly, 1986b, La dimension démographique du facteur humain, Kommounist, no. 17 (en russe).
- Vichnievski, Anatoly et Victor Choukaïlo, 1972, Sur l'interaction de la croissance démographique et économique, in: Population. Population et économie (Statistika, Moscou) (en russe).
- Zvindrineh, Piotr et Mara Zvidrimia, 1980, Essai sur l'élaboration des pyramides économiques des âges (sur l'exemple de la RSS de Lettonie), Sciences économiques, no. 6 (en russe).